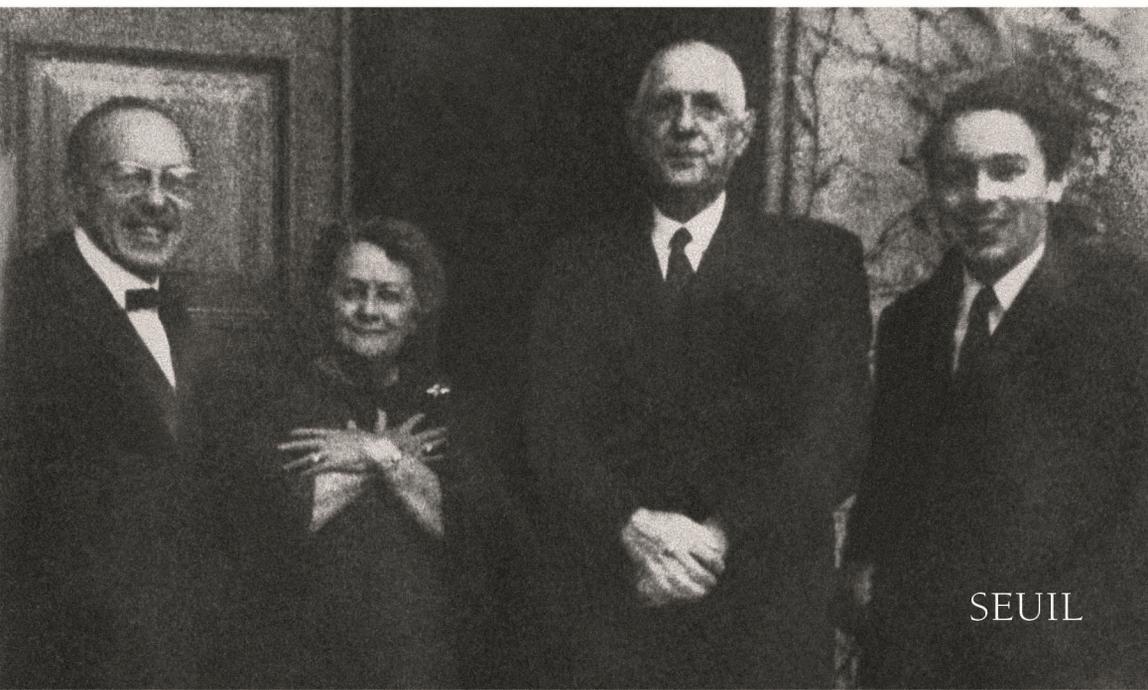


Jean-Noël
Jeanneney

Le rocher de Süsten

MÉMOIRES, 1942-1982



SEUIL

LE ROCHER DE SÜSTEN

Mémoires (1942-1982)

JEAN-NOËL JEANNENEY

LE ROCHER
DE SÜSTEN

Mémoires (1942-1982)

ÉDITIONS DU SEUIL

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-146154-1

© Éditions du Seuil, août 2020

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Politique, dès l'enfance

Un rocher et la mort. – Grenoble sous la botte. – Président paria, président requis. – Un hiver à l'hôtel de Matignon. – Retour en Isère. – L'école de la rue Jean-Bocq. – Mort d'un petit frère. – Mme Garnache, institutrice. – À Paris, Montaigne et Louis-le-Grand. – Philippe Sainteny. – Une visite à Paul Fort. – Littérature. – Premier jury, Salon de l'enfance. – Octave Monod et la « tribu ». – Les protestants. – Marie Chavannes et Marie d'Agoult. – Les Jozon, républicains sous l'Empire. – Avenue Mac-Mahon. – Deux photos dédicacées. – La statue de Clemenceau. – Le 13 Mai au lycée. – De Gaulle, oui ou non ? – Fils de ministre.

Un soir, la mort me frôla. Il s'en fallut d'une seconde ou deux. J'avais dix-huit ans. C'était en 1960, le 7 août. Je revenais d'un voyage en Grèce, de ceux que le XIX^e siècle, en France, jugeait comme d'initiation opportune pour les jeunes gens favorisés par le sort. Le bonheur m'avait été grand d'aller débusquer et admirer tant de traces évoquées à l'école. Nous avions organisé une randonnée de six camarades, répartis dans deux voitures. Au retour, les automobiles s'étaient séparées. Nous ne roulions plus qu'à trois garçons, désormais, David, l'ami américain, Claude et moi.

Nous avons franchi le Saint-Gothard dans l'après-midi, dîné à Andermatt, une station de ski qui était endormie en été. Nous avons hésité à continuer notre chemin mais décidé d'aller dormir de l'autre côté du col du Susten. Parvenus à celui-ci, nous avons mis notre 2 CV Citroën sur un parking. Le soir était tombé. La météo était menaçante. Nous nous sommes demandé si nous

devrions coucher dans l'auberge du sommet où nous nous étions arrêtés un moment pour une boisson chaude. Une vieille dame qui passait, frileuse, sous son parapluie noir, nous indiqua que, quatre kilomètres plus bas, un hôtel était plus confortable. Claude avait oublié son imperméable sur une patère. Il fit arrêter notre voiture pour aller le rechercher : bref délai. Nous avons entamé la descente. Nous avons fait halte au premier tournant pour admirer la montagne ennuagée en dessous de nous, où brillaient quelques lumières jaunes. Un peu plus bas, la visibilité devint exécrable. Il pleuvait plus fort. Nous sommes entrés dans un brouillard épais. Nous avons rattrapé, après deux kilomètres environ, une grosse voiture américaine qui roulait plus lentement encore que nous-mêmes. Nous avons suivi avec précaution ses feux arrière. Je notai ces gros yeux de poisson. Je fis observer qu'ils portaient vers nous un regard sardonique. Nous avons passé plusieurs tunnels.

Soudain un mouvement insolite se produisit. De petites pierres roulèrent sur la route. Puis nous vîmes une énorme masse grise qui glissait devant nous avec un bruit sourd et, presque en même temps, deux jaillissements de lumière rouge. David freina violemment et notre voiture s'arrêta à deux mètres de l'obstacle incertain. Nos pauvres phares éclairèrent tant bien que mal une scène qui nous sidéra. L'automobile américaine parut broyée sous quelque chose d'indistinct. Et presque aussitôt un cri déchirant jaillit des flammes, en allemand : « *Hilfe, Hilfe!* À l'aide, à l'aide ! » Nous ne voyions que du flou, devant nous comme au-dessus de la route.

Aucune aide ne nous parut possible, sauf à appeler des secours. David, qui avait éteint instinctivement le moteur, le ralluma de la même façon et il recula de soixante mètres jusqu'au tunnel qui était derrière nous. Là, un téléphone d'urgence (je revois mon doigt tremblant sur le clavier) puis une voiture qui descendait la route nous permirent de donner l'alarme. Claude remonta avec elle jusqu'au col. Quand il raconta ce qui arrivait, l'aubergiste sortit d'une boîte du Mercurochrome et des bandes Velpeau. La suite, dans ma mémoire, n'est qu'émotion brute, un peu hébétée. Un même mouvement, quasi instinctif, nous fit redescendre vers

l'accident. Impuissants, mais peut-être... À présent, de hautes flammes éclairaient le rocher. Des cris encore, mais bientôt étouffés. Les secours arrivèrent, après des minutes interminables. Des hommes couvrirent la voiture, pour ce qu'elle avait d'accessible, avec de la neige carbonique.

Le lendemain matin nous vîmes un bulldozer enlever le rocher. En glissant sur lui-même, celui-ci avait écrasé l'automobile qui nous précédait. Les cinq membres de la famille qui l'occupaient étaient morts, deux femmes et deux enfants tués sur le coup et, après un délai, le conducteur, celui qui avait hurlé et dont le visage marquait encore, nous dit-on, la souffrance. Je n'ai jamais su leur identité. Dans les pages de mon carnet, je retrouve insérée une photo de journal qui fixe la catastrophe à laquelle nous avons échappé.

Une seule autre fois, la camarade s'était approchée tout près de moi. Beaucoup plus tôt. On m'a tant raconté l'épisode qu'il m'est arrivé d'imaginer que je me le rappelais. Mais comme je n'étais âgé alors que de dix-neuf mois, la chose est invraisemblable. Au matin du 2 décembre 1943, j'étais en train d'absorber une paisible bouillie matinale dans le lit de mes parents, à Grenoble, lorsque tout à coup les vitres des fenêtres se trouvèrent projetées dans la chambre. Un dépôt de munitions allemand venait d'exploser à proximité. Des résistants tchèques avaient voulu célébrer de la sorte l'anniversaire de la naissance de la République en 1919. Nul de nous trois ne fut blessé. Le verre coupant était passé près de nos têtes.

Sur la part de la contingence dans le destin des hommes, tout historien est conduit à s'interroger et cela vaut aussi bien pour son propre itinéraire. Sans qu'il se dispense d'invoquer, d'un même mouvement, les forces durables qui dessinent les conjonctures successives où le hasard vient s'inscrire – un hasard qui laisse sa place au large éventail de la liberté, éprouvée comme irréfragable. J'aime à considérer sous cette lumière mon enfance et ma jeunesse telles que j'ai pu les vivre parmi l'éventail des possibles, à la rencontre de la chance et de logiques profondes. Ces *Mémoires*, dont voici le premier volume, se situent à ce confluent. Ils diront la protection et la stimulation d'un milieu,

la bonne fortune d'atouts hérités, les défis à surmonter, le poids précoce de la politique : comme curiosité, comme atout, comme séduction, comme leçon. Un déterminisme ? Pour une bonne part, mais aussi des choix de liberté.

*

Tout parisien que je m'éprouve, aujourd'hui, profondément, je ne suis « monté » dans la capitale qu'au seuil de ma onzième année, en 1952. Mon père, qui enseignait depuis 1937 l'économie politique à la faculté de droit de Grenoble, fut alors élu à Paris par ses pairs, selon un *cursus honorum* bien établi. Ma prime enfance dauphinoise, auparavant, fut choyée et protégée contre les tragédies de l'époque. Une répartition ordinaire des tâches, dans la bourgeoisie de cette époque, voulait que ma mère s'occupât des siens à plein temps. Deux sœurs, Delphine et Sylviane, m'avaient précédé. Elles avaient six et quatre ans quand je vins au monde. Laurence suivit, en janvier 1944. Et cette situation centrale donnait, en ces temps-là, beaucoup de confort à ma situation de seul garçon dans la nichée.

Ma mère me transportait sur le panier de sa bicyclette parmi les patrouilles hitlériennes, au long du cours Gambetta – rebaptisé avenue du Maréchal-Pétain. Quelques mois après ma naissance, survenue en avril 1942, l'invasion de la zone sud y avait durci le climat. Grenoble fut d'abord occupée par les Italiens, non sans quelque nonchalance (on disait qu'ils « tenaient leur mitraillette comme une mandoline »), mais ils laissèrent bientôt la place aux Allemands, bien plus rudes, en septembre 1943. La ville se distingua dans la lutte contre l'occupant et le général de Gaulle la fit compagnon de la Libération.

Mon père se dressa tôt contre Vichy, ce qui fut ressenti à la faculté et parmi ses étudiants (je n'ai pas cessé d'en recueillir des témoignages). Mais il n'adhéra pas à un réseau de résistance. Ma mère aurait souhaité qu'il rejoignît Londres. Je crois qu'il n'y songea pas sérieusement. Fils unique et très aimant de ses parents, il fit un choix dont il rend compte dans ses souvenirs, intitulés *Une mémoire républicaine*, parus en 1997 et qu'il

rédigea en complicité avec Jean Lacouture. Il décida que son premier devoir était de protéger la vie de mon grand-père, président du Sénat depuis 1932, dont il était l'enfant unique. Une vie qui était, à l'évidence, menacée.

Sur ce qu'était alors l'état d'esprit de Jules Jeanneney, nul doute. J'ai publié, je le dirai, au début des années soixante-dix, le *Journal* inédit qu'il avait tenu depuis les premiers jours de la guerre jusqu'en juillet 1942 et qui reflète ses attitudes avec une précision exempte de tout maquillage ultérieur. Sur son souhait que fût refusé l'armistice, en juin 1940, et que le gouvernement se transportât en Afrique du Nord pour continuer la lutte. Sur sa présidence de l'Assemblée nationale du 10 juillet (c'était le nom, à l'époque, de la réunion des deux Chambres) qui, à l'instigation de Pierre Laval, avait confié des pleins pouvoirs à Pétain avec quelques réserves destinées à être bientôt bousculées. Sur son choix, après qu'il eut songé à voter non, de ne pas prendre part au vote. Sur la question juive enfin : après la rafle du Vel' d'Hiv', il rédigea et fit signer avec lui par Herriot, président de la Chambre des députés, le 30 août 1942, cette lettre au grand rabbin, qui fut reproduite, à tout risque pour lui, dans la presse clandestine et que j'ai souvent relue : « Nous avons, dès leur apparition, réprouvé les mesures législatives et autres qui sont prises en France, depuis deux ans bientôt, contre les Israélites. Nous avons suivi avec indignation le déroulement des iniquités et des spoliations ainsi commises. Devant les mesures qui viennent d'être infligées – en zone libre comme en zone occupée – aux Israélites proscrits de leur pays qui avaient trouvé asile dans le nôtre, devant la barbarie du traitement que subissent leurs enfants, c'est de l'horreur qu'on éprouve. Nous la ressentons toute. Nous vous prions de joindre l'expression de notre profonde sympathie à ceux qu'une telle méconnaissance du droit humain et des traditions françaises n'a pu manquer de vous valoir. »

Jules Jeanneney avait vite pris la mesure de la perversion d'un régime emmené par un homme à propos duquel le souvenir de la Grande Guerre avait pu égarer, un temps, beaucoup de républicains. Il l'avait fréquenté de près au temps glorieux de la Victoire, quand lui-même appartenait au gouvernement de

Georges Clemenceau. Il s'efforça, dès le voile déchiré, c'est-à-dire dès l'automne 1940, de conduire contre Vichy une résistance juridique et administrative. Celle-ci fut digne et honorable mais vouée, en face d'un régime sans foi ni loi, à l'impuissance. Les bureaux des deux Chambres furent dissous par le régime de Pétain à l'été de 1942, en violation des engagements pris. Mon grand-père quitta alors la bourgade de Châtel-Guyon où il avait été confiné depuis 1941, pour rejoindre, avec sa femme, Grenoble et la famille de son fils.

Michel Debré, actif dans la Résistance, était un ami proche de mon père depuis les bancs de la faculté de droit. Leur intimité intellectuelle y avait été forte. Ils avaient voyagé ensemble. Le président du Sénat avait été témoin à son mariage. Il était le parrain « laïc » de ma sœur Sylviane. Il envoya à celle-ci, un jour du printemps 1944, une carte postale disant que l'air de la montagne ferait du bien à la santé de son grand-père. Celui-ci alla donc se cacher dans le village d'Izeaux, au-dessus de Grenoble. C'est là qu'il apprit, dans la douleur, que les Allemands avaient brûlé, en juillet 1944, sa maison de son village de Rioz. Il y avait regroupé toutes ses archives et les biens matériels auxquels il était le plus attaché – au cœur de cette chère Haute-Saône qu'il avait représentée sans discontinuité, à la Chambre puis au Sénat, quarante années durant, de 1902 à 1942.

Mon grand-père refusa, en 1944, tout contact avec Pétain et les siens quand ceux-ci s'efforcèrent, étant aux abois, de renouer avec le Parlement de 1940. Il avait communiqué avec de Gaulle, par des intermédiaires, et lui avait adressé, à sa demande, une longue note sur les institutions à imaginer après la Libération. En septembre, peu après la libération de Paris, le Général le fit chercher en avion pour lui proposer, ce qu'il accepta d'emblée, d'entrer dans son gouvernement provisoire comme ministre d'État, numéro deux, symbole d'une transition républicaine. Mon père fut son directeur de cabinet et par là mêlé de près à tous les dossiers qu'il eut à traiter : notamment la création de l'École nationale d'administration, la réforme de l'École libre des sciences politiques et l'organisation du référendum destiné à préparer la mise en place d'une Assemblée constituante – sans

compter le lourd intérim du chef de gouvernement quand celui-ci se rendit à l'étranger.

Nous logeâmes en famille à l'hôtel de Matignon, parce que de Gaulle avait choisi, symboliquement, de s'installer au ministère de la Guerre, à l'hôtel de Brienne, rue Saint-Dominique. La chronique familiale veut que j'aie fait tomber un lourd presse-papier à l'endroit où un garde républicain était assis quelques minutes plus tôt. Heureusement, celui-ci était allé conter fleurette à une femme de chambre : le hasard, décidément. On admit que si je l'avais estourbi, dès mes trois ans, cet événement aurait mal auguré, pour moi, de la suite. Je sais aussi qu'en ce lieu même on me présenta au général de Gaulle. Ma mère lui dit que je répondais au souhait qu'il avait exprimé hautement de voir naître « de beaux bébés pour la France ». À quoi le Général avait répondu : « Mais non, celui-ci ne compte pas, il est né auparavant ! » Je ne devais plus le revoir face à face avant le 30 décembre 1969 : une rencontre dont le récit viendra à son heure.

Nous revînmes ensuite à Grenoble. L'ambiance était celle d'un milieu universitaire, d'une bourgeoisie intellectuelle tournée vers le droit plus que vers les lettres. On s'y fréquentait beaucoup entre collègues. Claude-Albert Colliard, André Tunc, André Mathiot, bientôt Georges Lavau, tous juristes reconnus, étaient des amis de mes parents. René David, spécialiste de droit comparé, venait souvent retrouver à Grenoble une maison où il avait enseigné aussi. Il était auréolé de son évasion d'un camp de prisonniers et de ses combats ultérieurs : membre du « bataillon de choc », il avait été grièvement blessé lors de la reconquête de l'île de Malte. Il était l'auteur de constitutions pour des États neufs, chose impressionnante. Il souffrait toujours du dos, mais sa joie de vivre irradiait. Il aimait arriver dans les dîners en marchant sur les mains – ce qui surprenait.

*

Mon éducation fut, naturellement, celle de l'école publique. Je conserve une gratitude infinie envers mon institutrice de l'école de la rue Jean-Bocq. Renée Garnache était une grande dame qui

portait haut les valeurs de l'enseignement laïc et de la méritocratie républicaine. Elle me raconta un jour, bien plus tard, dans une lettre, qui dit sa noblesse et ma bonne fortune, comment elle m'aida à surmonter un deuil familial : la disparition d'un petit frère, Claude, né en 1946, quatre ans après moi, emporté, âgé de quelques mois seulement, par une méningite. Ma mémoire me restitue l'image, qui m'avait stupéfié, de mes parents en pleurs. « Après sa mort, m'écrivit Mme Garnache, tu as été très atteint, je ne te reconnaissais pas, tu ne parlais plus, tu ne jouais plus, tu n'écoutais pas ce qu'on te disait, tu restais enfermé dans ta douleur et cela durait... Je ne savais pas que faire pour t'arracher à ta peine, à ce présent trop dur pour un enfant. »

Elle sut que faire, pourtant. « Je te dis, au moment du conte journalier : "Jean-Noël, tu connais l'histoire du petit sapin. Je suis fatiguée, peux-tu la raconter à ma place ?" Je pensais à l'histoire du sapin qui veut des feuilles d'or, puis de verre... Tu es allé devant tes camarades, lentement – je te vois encore, tu es resté un moment silencieux, tes camarades attendaient dans une immobilité et un silence inhabituels, puis tu commenças d'un ton grave : "Il était une fois deux sapins qui étaient frères et ne pouvaient ni parler ni marcher comme les hommes. L'un était en Amérique et l'autre ici. Ils auraient voulu se rejoindre"... J'étais si émue et étonnée que je me suis souvenue pendant des années de tes phrases exactes. Je ne me rappelle aujourd'hui que le débit et le déroulement des propos. Pendant un quart d'heure – et c'est long, un quart d'heure, pour des enfants –, il s'agissait des difficultés insurmontables qu'avaient les deux sapins à se rejoindre et des moyens qu'ils inventaient pour pallier leurs insuffisances. Les enfants étaient graves comme toi. Puis, petit à petit, l'atmosphère s'est détendue, tu as imaginé je ne sais quels moyens, on a commencé à respirer, puis les moyens et l'action sont devenus de plus en plus abracadabrants, les rires se sont déchaînés et toi, entraîné par ces rires, tu inventais, tu inventais, tu mimais et tu riais aussi avec tous. Et ce fut terminé. Tu avais rejeté la tristesse de la mort, de la séparation, tu redevins toi-même... »

Je fréquentai ensuite, en classes de neuvième et de huitième, le lycée de filles où étudiaient mes sœurs aînées. Anticipant sur la suite, cet établissement était mixte dans le « petit lycée ». Je me retrouvai cependant seul garçon en huitième, ma mère ayant été mal renseignée. Une photographie de classe me montre au premier rang, en culottes courtes, nullement malheureux. Une petite fille y figure que j'aimais spécialement et qui fut engloutie, l'été suivant, par une dune de sable où elle avait creusé un tunnel instable. Elle s'appelait Odile.

Je fus élève ensuite, en septième, au lycée de garçons, qui portait le nom de Champollion, et j'étais âgé de dix ans lorsque, mon père ayant été élu à la faculté de droit de Paris, il me fallut le quitter, au milieu de l'année de sixième, pour le lycée Montaigne, au bord du Quartier latin. Cet établissement était tout près du 102 de la rue d'Assas, où ma famille s'installa. Elle s'était enrichie encore d'une fille, Brigitte, en 1949, et d'un garçon, Pierre-Alain, cette même année 1952.

À ce temps je dois ma première amitié forte, qu'aucun nuage n'a jamais obscurcie depuis son aube. Je sympathisai avec Philippe Sainteny, rencontré dès mon arrivée à Montaigne. Nous discutons de l'existence de Dieu à l'arrêt de l'autobus 83. À l'époque, il y croyait. Pas moi. Avant d'autres, il enseigna au petit citadin que j'étais, familier surtout du bitume, en un temps où cette conscience n'était pas répandue, les périls qu'encourrait la nature. Son admiration pour son père, grand résistant, le marquait. Jean Sainteny était une personnalité qui avait compté, en 1945 et 1946, au côté de Leclerc et en proximité d'Hô Chi Minh. Il avait prôné une solution de désengagement raisonné de la France en Indochine. Il n'avait pas été écouté et, à juste titre, il ne s'en consolait guère. Le livre où il racontait ces moments essentiels s'intitulait *Histoire d'une paix manquée*.

Cette hérédité compta dans le destin de son fils Philippe. Celui-ci déployait déjà, dès cette enfance, une curiosité des gens et des choses qui fit de lui, plus tard, un journaliste aigu. Il ne laissa jamais aucun cynisme dégrader sa capacité de s'engager ou de s'indigner. Toute l'histoire du cinéma lui était familière,

comme celle de la chanson (il aimait tellement Charles Trenet !) et même les chroniques du sport, rugby en tête – un terrain où il ne réussit pas à m’entraîner. Son talent littéraire fut bridé peut-être par un doute secret de lui-même : il préféra à la presse écrite la télévision et ses fragiles prestiges, la radio et sa présence sans pareille. À RFI, où je le fis venir quand je présidai cette chaîne internationale, à partir de 1983, comme responsable de l’information et des programmes, il développa pour l’Afrique, ses attraits et ses ambivalences, un goût passionné dont il put témoigner plus tard dans d’importantes productions filmées. Il multiplia, sur les ondes, les entretiens de haute tenue : car il aimait célébrer les talents, à partir du sien, et en comprendre les arcanes. Par quoi il se grandissait lui-même.

En classe de troisième, je rejoignis Louis-le-Grand, de l’autre côté du jardin du Luxembourg. Le mode d’enseignement, très compétitif, n’était pas adapté à des tempéraments plus fantasques et plus originaux que le mien. Mais il me convenait bien. En ces temps reculés, on distribuait encore solennellement aux plus studieux, à la fin de l’année, de beaux livres reliés. L’aspiration au prix d’excellence me stimulait. Je ne fléchis quelque peu qu’en seconde et première, lorsque je me trouvai dans cette filière qu’on appelait « A prime » et où l’on mettait les bons élèves des lettres et des sciences, avec un programme qui était, de ce fait, plus lourd. Les « sciences exactes » pesèrent alors sur mes résultats. Nos maîtres étaient inégaux, mais je dois beaucoup à plusieurs, ceux des lettres surtout. Ils s’appelaient Billot, Lecerf, Lescale. Je pense à eux lorsque me revient en mémoire tel ou tel vers appris sous leur férule, et plus encore les rigueurs de la grammaire et du bon usage, avec le plaisir d’un vocabulaire chatoyant, dont ils encourageaient la profusion. En histoire, je suis fidèle au souvenir de Lucien Genet, bon serviteur de la grandeur républicaine et dont l’esprit de laïcité était farouche.

Je ne me caricature pas en enfant trop sage. Mais la façon de jeter notre gourme, parmi mes camarades, fut assez maîtrisée. Je peux avouer aujourd’hui qu’à plusieurs garnements nous développâmes quelque temps une pratique que chacun jugera à son gré fort répréhensible, gentiment anodine ou aimablement

farfelue, mais qui aurait valu au petit groupe qui s'y adonna, s'il avait été découvert, une rigoureuse réprimande. Dans lequel de nos esprits fertiles cette idée saugrenue était-elle née ? Je ne le sais plus. Il s'agissait, à trois ou quatre, de monter les escaliers des immeubles du boulevard Saint-Michel (il n'existait pas à cette époque de codes à l'entrée), en échappant à la vigilance de la concierge, puis, à l'un des étages, d'entourer de ficelles les gros boutons dorés qui ornaient les battants des portes. Ensuite de sonner et de trouver un vif amusement, avant de filer, aux hauts cris poussés par les habitants de l'appartement. C'était anodin et idiot. Nous ne fûmes jamais attrapés. Il y a prescription.

D'autres activités périscolaires étaient plus convenables. C'est ainsi qu'à deux ou trois, en classe de troisième, nous fîmes visite à Paul Fort, dont nous avons su qu'il habitait derrière la rue Soufflot, à proximité de la rue Saint-Jacques et de notre lycée Louis-le-Grand. Le « prince des poètes » – c'est le titre qui lui avait été conféré par ses pairs avant la guerre – était surtout connu pour des vers devenus fameux : « Si tous les gars du monde / Voulaient se donner la main... » Son béret, qu'il souhaitait légendaire, était vissé sur une tête émaciée. Son accueil fut étonné – et chaleureux. Il nous affirma que, pour être heureux, nous devons nous faire accompagner toute la vie par la poésie : un propos dont j'étais prêt à faire un viatique. De cette rencontre j'ai conservé une anthologie dédicacée et un bref poème autographe sur papier quadrillé que Paul Fort me dédia et qui ne peut guère aspirer à l'immortalité. Il s'intitulait « La Cène » et était ainsi formulé : « Ne nous vient-il pas un petit courant d'air ? dit Jésus – Non, répond Jean le bien-aimé. Le judas est fermé. »

Telle fut ma première visite à un personnage important au déclin de son âge. J'en raconterai d'autres, au fil de ces *Mémoires*. J'ai aimé de tels entretiens. Pas seulement pour les choses apprises, mais aussi au gré d'une certaine fascination pour la transmission et les rebonds de la longue durée, de siècle en siècle. J'entendis un jour Alfred Fabre-Luce raconter que, tout enfant, vers 1900, il avait sauté sur les genoux d'une très vieille dame qui pouvait murmurer : « Louis XV disait à mon mari... » Celui-ci avait été, encore adolescent, le page du souverain à l'extrême fin de

sa vie et marié très âgé à la jeune fille qui était devenue depuis lors cette douairière. Chacun peut calculer que la chronologie tient debout. Voilà qui protège, compte tenu de l'allongement de la vie, contre l'idée d'une accélération générale de l'Histoire. J'ai écrit un livre, bien plus tard, pour en combattre l'obsession.

*

Ces années de l'enfance et de l'adolescence, jusqu'à ma quinzisième année, me furent celles des bonheurs de la lecture et de toutes les découvertes qu'elle portait à profusion – en marge des précieux enseignements littéraires reçus à l'école et au lycée. Les vacances de Rioz, à la campagne, s'y prêtaient spécialement et, si je m'y livrais tard dans la nuit, aucun réveil matinal ne m'était sévèrement imposé. Je ne songe pas à produire un inventaire exhaustif, qui serait peu original dans ma génération. Seulement à citer quelques phares, au hasard de la mémoire.

Du grand Hergé l'œuvre entière me demeure proche. J'ai toujours veillé à l'évoquer dans mes cours, ne fût-ce que pour vérifier que les références demeuraient familières à mes auditoires, de génération en génération. Un cran au-dessous de Tintin, je goûtai presque autant ses complices belges de la « ligne claire », Jacques Martin avec Alix l'intrépide, Edgar P. Jacobs avec Blake et Mortimer : nous avons dessiné la « Marque jaune », à la craie, sur les murs du lycée Montaigne. À la récréation, nous nous opposions aux tenants de Franquin et de son héros Spirou, qui nous semblait trop naïf et trop débridé. J'attendais chaque semaine le numéro du *Journal de Tintin* avec impatience : j'en conserve la collection.

Je fus l'adepte, à l'école primaire, de la « Bibliothèque rose » et de la comtesse de Ségur. J'ai su plus tard que le jeune Charles de Gaulle considérait que la phrase qui ouvrait le dernier chapitre des *Vacances* était l'une des plus mélancoliques de la littérature française : « Les vacances étaient près de leur fin. Les enfants s'aimaient tous de plus en plus. » Ma mère trouvait la comtesse bien papiste et elle balançait son influence avec les romans de Mme de Pressensé, qu'elle considérait comme son

équivalaient bienvenu du côté du protestantisme : l'un de ces titres, *Une joyeuse nichée*, lui convenait spécialement.

Je passai à la « Bibliothèque verte » et à la collection « Rouge et or », puis aux jolis livres blancs des Éditions Nelson. Je collectionnai les « Contes et légendes » tirés de sources multiples. J'aimai Paul Féval et Paul d'Ivoi, *Robinson Crusoe* et *Le Dernier des Mohicans*. Je fréquentai presque tout Jules Verne et beaucoup Alexandre Dumas (*Le Comte de Monte-Cristo* plus encore que *Les Trois Mousquetaires*). Arsène Lupin de Maurice Leblanc, Rouletabille de Gaston Leroux furent mes compagnons. La Pléiade commença de dominer ensuite – avec cette odeur spécifique de colle blanche qui demeure attachée pour moi aux précieux *Thibault* de Roger Martin du Gard. Parmi la profusion ultérieure, quand j'eus treize, quatorze ou quinze ans, mon souvenir fait émerger les Américains, avec Faulkner et Hemingway, les Russes avec Tolstoï et Dostoïevski, les Anglais avec Dickens et la *Forsyte Saga* de Galsworthy. *Le Mouron rouge* contre-révolutionnaire de la baronne Orczy m'indignait et m'entraînait tout à la fois. Je lus beaucoup Anatole France, chose aujourd'hui désuète. À côté de Balzac, de Jules Vallès et de Victor Hugo, Stendhal me fut d'emblée fraternel, et il l'est resté. La littérature contemporaine ne prit pleinement sa place qu'un peu plus tard (sauf Gide, Camus, Mauriac et Aragon, et même Montherlant) dans mes curiosités et dans mes fidélités. Proust survint après.

J'ai présidé, dans ma vie, des jurys littéraires. Je commençai tôt. Le lycée me désigna en 1955 pour faire partie de celui qu'organisait le Salon de l'enfance : il s'agissait de couronner un livre destiné à la jeunesse. Je conserve une photographie d'un journal qui fixa cet aréopage en herbe. Il me revint d'annoncer le résultat à un micro : l'Institut national de l'audiovisuel a retrouvé récemment l'archive d'une voix encore enfantine, mais assez assurée. J'avais onze ans. Nous choisîmes *Le Cheval sans tête*, de Paul Berna, que je relis avec amusement : l'histoire d'une bande de gamins du côté des « fortifs ». Nous sympathisâmes avec l'auteur. Sa réputation s'élargit ensuite dans le monde de la littérature enfantine.

Dans les carnets de mon adolescence – vers quinze ou seize ans – je retrouve, entre ironie et attendrissement, l'exposé de mes émois très mobiles devant les demoiselles des « surprises-parties » – et davantage devant celles rencontrées lors des premiers voyages que j'ai pu faire hors de France. De l'une d'entre elles, allemande, que j'avais rencontrée lors d'un séjour en Angleterre, durant l'été de 1957, je viens de prendre plaisir à retrouver la trace, grâce à Internet, du côté de Berlin. Traductrice, elle se reconnaîtra peut-être si ces lignes venaient à tomber sous ses yeux. Une autre aussi, en Allemagne, qui s'appelait Dagmar, sœur aînée d'un garçon avec qui j'avais fait un échange pour apprendre un peu la langue germanique du côté de Düsseldorf. J'avais lu Aragon et *Le Roman inachevé*, paru l'année précédente : « J'aimais déjà les étrangères / Quand j'étais un petit enfant... » Je ne les ai qu'effleurées. Leur image est pâlie. Leur nom me reste cher.

*

La politique, cependant, se frayait déjà impérieusement un chemin dans ma jeune existence. Au cœur du foyer familial, elle était omniprésente et, aussi loin que remonte ma mémoire, constamment proche des préoccupations, des curiosités, des élans, des tristesses. Ma culture, dans ce domaine, s'est ébauchée à la rencontre des courants que mes grands-parents incarnèrent, différents et, en vérité, complémentaires. Je ne pus connaître que deux d'entre eux, mais des deux autres l'influence compta aussi, indirectement.

Octave Monod, mon grand-père maternel, avait disparu prématurément en 1934, à l'âge de cinquante-sept ans. Médecin, il avait été marqué par l'expérience de la guerre. Il l'avait faite en grande partie dans les ambulances, tout près du front, mais aussi, durant quelques mois, au cabinet de Justin Godart, sous-secrétaire d'État au Service de santé militaire. Celui-ci lui avait confié la mission d'inspecter les hôpitaux accueillant les blessés de guerre à l'arrière. De cette expérience il avait conservé une réticence envers les lourdeurs administratives. Après la guerre,

il avait été l'un des fondateurs de l'Institut du radium, dans la proximité des Curie et du docteur Roux.

Dans mon ascendance, il représentait une lignée qui avait été présente dans tous les débats et affrontements qui avaient secoué, au XIX^e siècle, la « religion prétendue réformée » – du côté de sa branche libérale. La famille des Monod était proliférante. Elle descendait des « Douze », les enfants de Jean Monod et de sa femme Louise de Coninck, fille d'un armateur de Copenhague. Lui, jeune pasteur suisse, avait été le précepteur des frères cadets de Louise : d'où leur idylle – très féconde. Mariés en 1793, ils s'installèrent ensuite à Paris, où il fut le premier pasteur de l'Oratoire, un temple créé en 1811. On peut y voir son portrait. Cette « tribu », comme disaient volontiers ses membres, toute dispersée qu'elle fût désormais, entretenait régulièrement son unité. La Tout-Monod, célébrant le centième anniversaire du mariage fondateur, avait été spectaculaire. Chacun était attentif à la branche à laquelle il appartenait : la huitième, pour ma part. La dernière réunion, en 2018 (qui me valut de prendre la parole au temple de l'Oratoire, pour parler un peu d'histoire), a réuni sept cents de ces descendants – dont il paraît qu'on en décompterait deux mille sur la Terre entière. Quelques-uns sont illustres.

La présence des Monod dans les professions médicales et juridiques, et plus encore dans les temples huguenots, était assez visible, au XIX^e siècle, pour qu'à l'extrême droite elle ait suscité la haine d'un Charles Maurras. Celui-ci consacra à notre famille, avant et après la Grande Guerre, des écrits haineux, au cœur de ses philippiques de l'Action française contre les « quatre États confédérés », les Juifs, les francs-maçons, les « métèques » – et les protestants. J'ai su très tôt ce que signifiaient ces combats, et que l'un des Monod, Guillaume, avait provoqué Maurras en duel, au début du siècle, et l'avait blessé – légèrement. Ce courageux était le fils de Gabriel Monod, fondateur de la *Revue historique*, qui avait joué un rôle important, parmi les intellectuels engagés dans le combat pour Dreyfus.

J'y repensai, bien plus tard, au printemps de 2018, lorsqu'une cabale imbécile voulut reprocher au Haut Comité des commémorations nationales d'avoir inscrit Maurras dans ses listes, selon

sa vocation qui était d'évoquer (mais nullement de célébrer) des personnalités marquantes du passé. Ce malencontreux épisode mit fin à une instance où j'avais siégé plus de vingt ans ; ses membres donnèrent en bloc leur démission, à l'initiative de Pascal Ory et à la mienne – sauf deux (dont Danièle Sallenave, sa pusillanime présidente) –, après avoir été désavoués par Françoise Nyssen, alors ministre de la Culture. Je ne crus pas devoir montrer patte blanche, sur le moment même, mais je ne me privai pas du plaisir de rappeler ensuite cet honorable précédent familial dans le texte que je donnai, pour raconter l'affaire, au *Débat* de Pierre Nora et Marcel Gauchet.

Mon grand-père, Octave Monod, comme sa femme Marie Chavannes, avait rompu, très jeune, avec la foi de ses ancêtres mais, comme elle aussi, il demeurait, ainsi qu'en témoignent ses choix de vie, modelé par une tradition de rigueur et d'austérité. Celle-ci était enrichie, dans son cas, par l'attention qu'il portait aux mouvements d'émancipation sociale, souvent affirmée contre les réflexes bourgeois qu'il rencontrait parmi les siens. Il entretenait un sens élevé de la responsabilité personnelle devant soi-même, qui impliquait des solidarités en acte, de ceux dont la Seconde Guerre mondiale a offert, chez les huguenots, tant d'exemples admirables. Lui-même avait déployé, au front, entre 1914 et 1918, au service des corps souffrants, tout ce que la médecine d'alors, efficace souvent, consolatrice toujours, pouvait apporter pour adoucir le malheur. Ma mère pensa que le poids écrasant de cette expérience avait dû abrégé sa vie. Qui le sait ?

Pour ma part, si toute croyance en un Dieu personnel m'est étrangère, je ne doute pas d'avoir été marqué par la culture protestante et que ce soit l'une de mes sources. J'en admire les rigueurs, le refus des absolutions confortables, le courage dans les épreuves. Je salue le principe du libre examen. J'apprécie le rôle décisif des huguenots dans la défense et l'illustration de la Troisième République, dans le combat dreyfusard. Cependant, pour tout dire, j'apprécie surtout le protestantisme quand il est minoritaire et lorsque l'on peut échapper à ses étroitesse, parfois hypocrites, du côté des modes de vie. J'aurais détesté vivre dans la Genève de Calvin – presque autant que dans la Florence

de Savonarole. Car l'intolérance, alors, y pesait aussi lourd que chez les autorités catholiques qui étaient au pouvoir ailleurs.

Il se peut qu'Octave Monod lui-même – son abondante correspondance en donne l'impression – n'ait pas échappé à la méfiance envers le meilleur des bonheurs matériels et des dons profus d'un épicurisme bien compris. Dès mon adolescence, sur les bords du protestantisme, les principes moraux les plus précieux et les plus exigeants me parurent se dégrader parfois en préceptes rétrécis, notamment sur les choses de la vie affective et les plaisirs de la séduction. (Ah ! l'insupportable dénonciation des femmes « peintes », entendez celles qui se permettaient quelque maquillage bienvenu !) J'ai tâché d'être fidèle aux principes, autant que je le pouvais, mais sans me laisser soumettre à l'oukase des interdits. Cependant, je les ai sentis parfois resurgir en moi à des moments inattendus – même si leur justification n'était pas rationnelle pour un esprit qui se voulait libéré des règles imposées du dehors par quelque religion que ce fût et attaché à cette morale néo-kantienne dont l'école publique avait imprimé la force à ma jeunesse.

J'ajoute que j'ai souri parfois, comme d'autres, de ce sentiment de supériorité inégalement maîtrisé qui ne se dissimule pas toujours, chez les « parpaillots », sous l'affichage d'une austérité ostentatoire. On pense à André Siegfried, prototype du grand bourgeois protestant, qui écrivait dans ses souvenirs d'enfance que, « comme le juif » dont il se sentait proche, le protestant était un « ferment », avec le « point faible » d'être conscient de son succès dans les choses de ce monde. Adolescent, il en arrivait à se dire de bonne foi, il l'a raconté lui-même : « Mon Dieu, je te remercie de ce que je ne suis pas comme le reste des hommes ! » Un jour de novembre 2017 où le pasteur Samuel Amédéo, du temple du Saint-Esprit, rue Roquépine, m'invita à traiter de la fraternité dans l'histoire de France, en compagnie d'un rabbin, d'un imam et de lui-même, après avoir beaucoup parlé de la lumière de 1848, j'en vins à expliquer que, si la vanité était certes un piège (au demeurant fort répandu), je ne parvenais pas à voir dans l'humilité une vertu, puisqu'elle risquait de désarmer l'énergie. Le président de la Fédération protestante

de France vint m'en faire reproche à l'issue de la rencontre. J'invoquai alors, en souriant, l'ombre de son célèbre prédécesseur, Marc Boegner, qui, avec tout son talent et tout son rayonnement, me paraissait avoir assez bien résisté à la tentation de l'humilité. Il me tourna le dos.

*

Bien plus que d'Octave Monod, ce grand-père maternel disparu huit ans avant ma naissance, j'ai subi l'influence de ma grand-mère, sa femme. Je l'ai connue de près – j'avais vingt-quatre ans lors de sa disparition, survenue en 1966 pendant que j'étais en Extrême-Orient –, et je l'ai beaucoup aimée, sans jamais cesser d'évoquer sa mémoire avec tendresse. Marie Chavannes était issue, elle aussi, d'un milieu huguenot, enraciné en Suisse. Un de ses ancêtres français avait franchi le lac de Genève en bateau, en 1602, pour échapper aux pressions du duc Emmanuel de Savoie servant la Contre-Réforme. Mais sa famille, toute riche de pasteurs qu'elle ait été également, se trouvait tournée plus que les Monod vers la spéculation intellectuelle. Un de ses ancêtres, Édouard-Louis, dont j'ai hérité le portrait, fut professeur de botanique à l'université de Lausanne. Son père était ingénieur aux Chantiers de La Buire, à Lyon.

Elle nous a laissé des *Souvenirs* inédits qui nous donnent à connaître son destin et sa grâce. Elle fut influencée par son demi-frère Édouard, né d'un premier lit de son père. Normalien, camarade, à l'École, de Romain Rolland (on le voit passer dans le *Journal* de celui-ci, intitulé *Le Cloître de la rue d'Ulm*), il se spécialisa tôt dans le chinois et, après ses voyages dans l'empire du Milieu, il fut élu au Collège de France à l'âge, tendre au point d'être presque prodigieux, de vingt-huit ans. Une chercheuse chinoise, Mengying He, vient de lui consacrer une thèse qui rend hommage à son œuvre et à son rayonnement. Lorsque je fus moi-même reçu rue d'Ulm, ma grand-mère en éprouva, elle me l'écrivit, un bonheur intense en souvenir de celui qui l'avait encouragée dans sa vocation : celle de l'Histoire.

En 1937, devenue veuve, elle publia une biographie de « Daniel Stern », comtesse d'Agoult, célèbre pour son *Histoire de la révolution de 1848* et pour ses amours tumultueuses avec Franz Liszt. Dans son livre elle donnait de Marie d'Agoult – dont elle partageait le prénom – ce portrait où je ressens qu'elle dut mettre beaucoup d'elle-même : « Ne gardant du passé que les leçons et les expériences, le regard tourné vers l'avenir, [elle] le scrute avec passion, cherche à en distinguer les linéaments dans les événements contemporains. Elle va d'instinct aux solutions nouvelles. Une passion domine sa vie intellectuelle : celle de la liberté. Liberté des nations opprimées, liberté de conscience et liberté de parole, liberté sociale enfin, dans le sens de la possibilité pour tous d'accéder à l'instruction, à l'aisance, à la beauté, au pouvoir. Elle ne craint pas les excès de cette liberté, car elle la conçoit sous sa forme dernière comme la soumission à un ordre librement consenti, à une loi faite et acceptée par ceux qu'elle doit contraindre. »

Sur le féminisme de Marie d'Agoult, ma grand-mère insistait, citant cet autre mot d'elle dans ses *Esquisses morales* : « Pourquoi les hommes redoutent-ils si fort une femme philosophe et souffrent-ils avec tant de complaisance une femme coquette ? » Et elle-même de commenter : « Éternelle question dont la naïveté voulue fera toujours sourire les hommes. » Des lettres de Mme d'Agoult adressées à ses filles, Blandine Ollivier et Cosima Wagner, témoignent de son inquiétude pour leur sort : elle les plaint, en lucidité, de vivre à l'aube d'une longue période de glaciation pour les femmes qui relèvent des diverses bourgeoisies.

Marie Chavannes, qui signa plus tard « Marie-Octave Monod », vécut au cœur de ce temps si difficile pour son épanouissement. À Lyon, munie du brevet supérieur (le baccalauréat étant alors réservé aux mâles), elle fut l'une des toutes premières à fréquenter l'Université pour obtenir le certificat nécessaire à l'enseignement secondaire. Le jeune Édouard Herriot y brillait alors, en littérature, et il épousa plus tard la plus chère amie de ma grand-mère, Blanche Rebatel, fille d'un médecin lyonnais. Lorsque Herriot mourut, en mars 1957, celle-ci écrivit à son amie de soixante ans son indignation d'avoir vu le cardinal Gerlier, primat

des Gaules, s'imposer au mourant pour proclamer son ultime retour à la foi catholique, dans l'angoisse du trépas. Ce fut la réplique exacte de ce que Roger Martin du Gard avait imaginé pour son *Jean Barois*. Je n'ai pas retrouvé, malheureusement, après la disparition de ma grand-mère, dans ses papiers, la lettre, qu'elle m'avait fait lire, de Blanche Rebatel.

En Histoire, Charles Seignobos et Sébastien Charléty furent les maîtres de Marie Chavannes. Sous la direction du second, elle édita, en 1902, un texte exhumé des archives publiques : le *Mémoire sur le gouvernement de Lyon*, de l'intendant Lambert d'Herbigny, daté de 1697. Elle échoua à l'agrégation dont elle avait préparé le concours au collège Sévigné. On n'y recevait guère, alors, que les élèves de la jeune École normale de filles, à Sèvres. Elle en fut affligée sans en être étonnée. Elle se serait assez bien vue, au fond, servir de collaboratrice à un savant reconnu : ainsi une domination masculine était-elle, en ces temps-là, psychologiquement intégrée par un talent aussi clair que le sien.

Une romance avec Ernest Babut, normalien, auteur d'une thèse sur saint Martin, resta virtuelle. Il fut tué plus tard, au front, en 1916. Dans les années cinquante, Henri-Irénée Marrou, fameux spécialiste des Pères de l'Église, railla dans un livre le travail de Babut qu'il jugeait aveuglé par le matérialisme. Ma grand-mère lui écrivit, pour protester, une lettre affligée – qui demeura sans réponse. J'y songeais lorsque je suivis les cours de Marrou à la Sorbonne. Petiteesse d'un grand savant : le rencontrant dans un train, quelques années plus tard, je lui dis un mot du message de ma grand-mère. Il écarta mon propos d'un geste agacé et m'emprunta un billet pour payer son taxi.

Dès la fin de la Grande Guerre, durant laquelle Marie Monod avait été accablée par les devoirs privés que lui imposait une famille tentaculaire, elle s'était attachée à concrétiser son idée du féminisme. Elle avait fondé, en 1920, avec son amie et complice Marie Bonnet, directrice de la Maison des étudiantes à Paris, une Association des Françaises diplômées des universités, organisme qu'elle présida dix ans, attaché à promouvoir les études et les carrières des femmes. À cette fin elle avait encouragé la

distribution de bourses pour Françaises et étrangères. Elle avait organisé à Paris le deuxième congrès de cette AFDU, qui réunit trois cents participantes en provenance de dix-sept pays. Toutes étaient convaincues, comme les fondatrices de l'Association, que l'éducation des filles constituait à la fois un facteur de paix et la clé de la promotion des femmes.

En 1939, elle avait publié un *Lexique international des termes universitaires*. Rédigé en français et en anglais, cet *opus magnum* présentait en détail les dispositifs universitaires du monde entier dans l'espoir – pour nous fort moderne – de faciliter les échanges. Elle avait présidé la commission d'éducation du Conseil national des femmes françaises qui avait organisé en 1929 des « États généraux du féminisme » destinés à présenter une synthèse des revendications. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle s'était appuyée sur le réseau de l'AFDU pour aider de nombreuses intellectuelles réfugiées en France – polonaises, tchèques ou danoises – à survivre et à passer en zone libre ou en Suisse.

Elle s'était, comme son mari, je l'ai dit, détachée de la foi chrétienne et ils ne firent pas baptiser leurs enfants, mon oncle Noël – un petit garçon adopté en 1911 – et ma mère, Marie-Laure, née en 1913. Ce qui ne me fait que mieux mesurer, dans son cas, quelle empreinte le protestantisme, tel que, rigoureux, on le lui avait inculqué dans son enfance, pouvait laisser dans les âmes. Nous aimions la taquiner lorsqu'à table elle nous disait : « J'ai l'impression que cette poire, qui risque de devenir blette, a besoin d'être mangée... – Mais voyons, grand-maman, ne suffit-il pas qu'elle te fasse plaisir ? » Toute plainte était pour elle malvenue et si elle endura dans les dernières années de sa vie une arthrose qui la fit cruellement souffrir, ce fut avec un stoïcisme qui s'enracinait dans les préceptes que ses jeunes années avaient assimilés. Avec cela, elle était douée pour le bonheur. Dans une lettre qu'elle m'adressa le 3 juillet 1963, pendant que je faisais une « période » militaire dans la Champagne pouilleuse de Mourmelon, je pus lire : « Plus je vais et plus je trouve que la gaieté, quand elle est de bon aloi, est une *vertu*. Je te souhaite de garder la tienne... »

Elle avait toujours un livre à portée de main. Sa culture littéraire, élargie à l'Angleterre, à l'Allemagne, à l'Italie et à la Russie, était plus grande que celle de mes parents et elle contribua à notre complicité. J'aimais à parler de mes lectures avec elle. Le 22 juillet 1961, elle m'écrivait : « J'ai pris la liste des "livres de poche" pour en emporter un ou deux à la campagne. J'ai constaté avec effarement que, des cinq cents volumes publiés, j'avais lu les neuf dixièmes, et qu'il ne me restait qu'un choix très mince. Il est vrai que je sais lire depuis soixante-dix-huit ans et que j'ai toujours aimé cela... »

Elle me transmet un message : celui que, pour une âme bien née, le prestige des diplômes l'emporterait toujours sur les succès d'argent. Lorsqu'elle évoquait, en termes mystérieux, tel cousin qui avait « une belle situation dans les affaires », on ne pouvait guère attendre d'autre précision. Elle reléguait celui-là du côté de la « HSP », la « haute société protestante », qu'elle considéra toujours avec suspicion, bien que la plupart des Monod se targuassent d'en faire partie. La « bonne société protestante », la BSP, voilà où elle préférerait inscrire les Chavannes. Eux avaient compris, et c'est un message qu'elle voulut me transmettre, que le sort qui nous avait fait naître dans un milieu si privilégié quant à la culture nous obligeait à des générosités et des solidarités spécifiques. Nul prêche moralisateur, en l'occurrence, simplement une préconisation résolue.

Enfant, en décembre, une fois par an, je lui prêtais main-forte lors d'une séance, organisée chez elle, de sa « Société de lecture ». Elle l'avait fondée, peu après son mariage, au tout début du siècle, pour assurer une convivialité mensuelle d'amis attachés à choisir par scrutin des livres récemment parus qui circuleraient ensuite de foyer en foyer. Elle m'avait expliqué que le parti pris initial avait été de ne regrouper dans ce petit cénacle que des protestants et des juifs. Le premier « sociétaire » catholique ne fut coopté que dans les années trente et il resta isolé. Tel était l'effet de l'affaire Dreyfus dont elle fut la première à me faire ressentir l'importance pour les attitudes de toute une génération – et bien au-delà : des connivences indissolubles, quand on avait été du même bord, des froideurs perpétuées dans le cas contraire et un

renvoi constant aux Lumières, dont elle avait pratiqué de près tous les auteurs. Encore célibataire, puis en partenariat dans le jeune couple qu'elle avait formé avec Octave en 1902, elle avait suivi passionnément les développements de l'Affaire, et dans sa bibliothèque, après sa mort, j'ai retrouvé, jaunis, les volumes de Zola, Jaurès et Clemenceau, tous trois paladins du combat pour la justice et la vérité. Je lui dois d'avoir inscrit ce moment décisif au centre de ma culture personnelle, en réservoir inépuisable de références et de réflexions.

*

Je n'ai guère pu connaître ma grand-mère paternelle, puisqu'elle mourut d'une crise cardiaque peu après la Libération, en 1946. Mais je prends la mesure de l'influence qu'elle avait eue sur mon père et la place de sa lignée. C'était celle des Jozon, issue à quelque distance de la paysannerie aisée de la Brie, qui s'inscrivait dans la tradition d'une bourgeoisie passionnément républicaine. Celle-ci s'était enracinée à la fois dans une opposition farouche au Second Empire et dans une méfiance sourcilleuse envers le cléricalisme. Rien qui ne me convînt bien, à bonne distance de temps.

Les deux fils de Dominique Jozon, notaire à La Ferté-sous-Jouarre, et dirigeant sous l'Empire du Parti républicain en Seine-et-Marne, brillèrent. Paul Jozon, avocat de talent, fut poursuivi par la justice de Napoléon III dans un « procès des Treize » qui fut fameux à l'époque. Député proche de Gambetta, après la guerre de 1870, il aurait pu connaître une brillante carrière politique s'il n'était mort prématurément à l'âge de quarante-cinq ans, peu de temps avant le tribun admiré. Ses lettres de combattant, en 1870-1871, en même temps que celles de son frère Marcel, également engagé volontaire, ont été publiées par mon cousin issu de germain, Pierre Allorant, professeur d'histoire du droit à l'université d'Orléans : il s'est attaché à restituer, à partir d'abondantes archives familiales, la couleur et la force d'une lignée qui est aussi la sienne. Marcel est mon arrière-grand-père. Ancien élève de l'École navale, polytechnicien, il fut ingénieur des Ponts et

Chaussées, prêt, en 1870, « à faire sauter les ponts comme à les reconstruire ». Il fut le commissaire général de la France lors de l'Exposition universelle de Milan en 1906 et il finit sa carrière à la tête du Conseil supérieur de son corps. Mon père, qui a pu le connaître, enfant, hérita beaucoup de ses goûts.

J'ai vécu quelques mois auprès de Jules Jeanneney, mon grand-père paternel, en 1952, du fait de notre transfert à Paris, dans son appartement de l'avenue Mac-Mahon. M'impressionnait-il ? Probablement quelque peu. Mais j'ai gardé surtout la mémoire de la précision avec laquelle il répondait à ma juvénile curiosité. Il évoquait volontiers ses ancêtres paysans ou tanneurs dans le village de Fondremand, en Haute-Saône. Il était lui-même le fruit de la méritocratie républicaine. Son grand-père laboureur avait quitté sa terre après la mort de sa femme, victime du choléra, au début des années 1830 pour aller se faire gérant d'un hôtel modeste à Besançon, la grande ville voisine. Son père, d'abord saute-ruisseau, avait passé sa capacité en droit et avait acquis une charge de commissaire-priseur. Son frère aîné, Alfred, fut militaire et mourut à la veille de la guerre d'une chute de cheval : une mort doublement absurde.

Jules, pour sa part, brillant au lycée, fit ensuite des études de droit pour devenir avocat à Paris. Il avait été deuxième à la « Conférence du stage », qui distingue les plus valeureux à l'entrée de la carrière, derrière René Viviani – qui présida le gouvernement en août 1914. Son cabinet était prospère. Il le ferma, par principe, lorsqu'à l'incitation de Waldeck-Rousseau, président du Conseil, son éminent confrère du barreau, il se présenta à la députation, dans sa chère Haute-Saône, en 1902, au temps du « Bloc des gauches » et qu'il y fut élu, de justesse, contre un « nationaliste » sortant. Il ne s'était épanoui, politiquement parlant, qu'à compter de 1909 au Sénat, où il avait acquis assez vite un prestige incontesté. Il y était demeuré jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, élu à sa présidence pendant dix années de suite à partir de 1932. J'ai conservé la traduction, dans la collection « Budé », de *L'Odyssee* par le grand helléniste Victor Bérard, lui-même élu de la Corse au palais du Luxembourg, édition dédicacée à mon père où il était dit que Jules Jeanneney portait « le nom le plus respecté du Sénat ».

Je retrouve, recopiée alors pour moi de sa main, la plainte des *Quatre-z-étudiants* de Léon Xanrof d'où resurgissait, mystérieuse, sa jeunesse fantasque au Quartier latin – sur laquelle ma curiosité est demeurée inassouvie.

Je sais une plainte
De quatre-z-étudiants
Fait' pour donner la crainte
Des p'tites femmes aux jeunes gens
L'premier faisait des lett'
Le s'cond du droit romain
L'troisième faisait des dettes
L'quatrième faisait rien...

Je l'interrogeais sur le sens de deux photographies qui étaient au mur de son bureau et qui sont aujourd'hui dans le mien. Sur l'une figurait Clemenceau, avec cette dédicace : « À mon ami Jeanneney, souvenir affectueux des grands jours. » Il avait servi le Tigre, tout près de lui, comme sous-secrétaire d'État et secrétaire du Comité de guerre dans le gouvernement de 1917. L'autre photo était dédicacée en ces termes par de Gaulle, datée du 10 mars 1947 : « Au président Jules Jeanneney, artisan et témoin, au sein du gouvernement, des deux cruelles victoires de la France, celle de 1918 et celle de 1945. » Le Général lui savait gré d'avoir accepté d'incarner la pérennité républicaine dans son gouvernement provisoire. Mon grand-père s'était montré, continûment, pour des raisons qui ne me sont pas claires, peu attiré par le pouvoir exécutif.

J'eus droit longuement à l'évocation de Clemenceau, sur lequel je l'interrogeai. Le culte qu'il lui portait était inentamé. Il avait présidé, le premier, la Fondation du musée organisé dans l'appartement de la rue Franklin où le Tigre vécut et mourut. Mon père, peu avant sa propre disparition, me fit promettre – pas seulement parce que j'avais beaucoup écrit sur ce grand homme – que si on me sollicitait j'accepterais cette même charge. J'ai honoré cet engagement. Quant à de Gaulle, l'admiration que mon grand-père ressentait pour lui n'était pas moindre que celle qu'il

vouait à Clemenceau. Chaque année, en janvier, le Général, avec une admirable fidélité (car quoi de plus désintéressé ?), lui rendait visite. C'était l'occasion pour mon grand-père de redire à l'exilé du pouvoir sa tristesse qu'il ne fût plus aux commandes de la France.

Il suivait avec douleur les malaventures de la Quatrième République. Brièvement, en juin 1954, l'espoir lui revint lorsqu'un gouvernement d'exception accéda au pouvoir – espoir bientôt tari par sa chute après quelques mois. Nonagénaire, il envoya alors à Pierre Mendès France (il avait été son collègue au gouvernement en 1945) un message écrit en grosses lettres, car il était presque aveugle : « Avec quelle joie je vous avais vu, l'an dernier, entreprendre d'assainir nos errements politiques, vouloir que les problèmes soient réglés avant d'être pourris, qu'ils aient des solutions courageuses et point celles de maquignonnages interminables et sordides entre les partis. C'est à ré-entreprendre... Quel chagrin pour moi de ne plus pouvoir retrousser mes manches pour être à vos côtés ! »

Le gouvernement de Pierre Mendès France était né d'une nécessité : la paix en Indochine. J'ai en mémoire l'émotion que j'éprouvai, en mai 1954, à voir à l'étal d'un kiosque, place Edmond-Rostand, le grand titre de *France-Soir* annonçant la chute de Diên Biên Phu. C'est dans cette conjoncture que l'épisode « PMF » fut accueilli très favorablement à la maison. Je lisais *L'Express*, son premier soutien, que Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud venaient de lancer avec succès et qui brillait dans le monde intellectuel. Simon Nora était membre du cabinet du président du Conseil. Il avait suivi les cours de mon père à Grenoble, au temps de Vichy, avant une résistance dans le Vercors dont il n'avait réchappé que par miracle. Il vint plusieurs fois à la maison. Sa femme, Léone Georges-Picot, qui appartenait à la même équipe, l'accompagnait. Tous deux étaient en confiance. Lui, que Jorge Semprún appelait « Simon le Magnifique », était un séducteur, au gré d'une intelligence limpide. Elle marquait sa place avec une grâce singulière, dans les tonalités d'une douceur très maîtrisée. Je recueillais avidement ce qu'ils disaient des événements et de la marche du cabinet, vu de l'intérieur.

*

Telle était l'ambiance où je baignais et je n'ai pas de peine, aujourd'hui, à mesurer l'influence qu'elle put avoir sur ma première formation civique. Il faut dire que mon père associa souvent ses enfants, et son fils aîné au premier chef, aux rencontres qu'il organisait. Je dis un jour à ma grand-mère que je contredisais rigoureusement sa chère Marie d'Agoult quand celle-ci écrivait, en 1849, dans ses *Esquisses morales* : « On inflige sans s'en douter à l'enfant qu'on élève dans la famille un odieux supplice : celui de vivre perpétuellement avec des êtres d'un autre âge. La nature veut que l'homme vive en société de ses contemporains. Quelle tristesse n'envahirait pas notre âme si nous étions condamnés à la compagnie exclusive de vieillards voisins de la caducité ! L'enfant souffre, par notre continuelle présence, des peines analogues. »

Une photographie parue dans *Le Figaro* me perpétue une mémoire exactement contraire : le 11 novembre 1957, je me rendis avec mon père à la cérémonie annuelle du dépôt de gerbe, devant la statue de Clemenceau, aux Champs-Élysées (j'y suis toujours resté, depuis lors, immanquablement fidèle). C'était en compagnie de ma sœur Brigitte et de mon petit frère Pierre-Alain dont la blondeur paraît, sur le cliché, gentiment étonnée. Du président Coty, qui me serra la main ce jour-là devant le monument des Champs-Élysées, je notai dans mon carnet l'aimable obligeance et je saluai la sveltesse du jeune président du Conseil trentenaire, Félix Gaillard, qui conversait avec Jacques Chaban-Delmas, depuis quelques jours ministre de la Défense nationale. Serais-je, comme eux deux, inspecteur des Finances, un jour ?

En classe de philosophie, à Louis-le-Grand, en 1957-1958, la politique était omniprésente dans les préaux – l'affaire algérienne au centre de tout. Raymond Aron aurait dit de Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'État, un jour de 1979 : « Le drame, c'est que ce jeune homme ne sait pas que l'Histoire est tragique. » Pour ma part, si je relis mes premiers carnets, il me semble que je n'ai jamais douté qu'elle le fût. Les discussions enfiévrées se

déroulaient sous les arcades du bon vieux bahut et se prolongeaient dans le jardin du Luxembourg. Je dénonçais devant moi-même, le 21 mars 1958, « le brouillard épais » dont s'enveloppaient « nos adversaires de droite » : « drapeau tricolore, intégrité nationale, présence française », et je m'amusais à citer à ce propos le « “grand homme d'État” de Prévert qui, trébuchant sur une phrase creuse, tombait dedans ». J'écrivais : « Chaque jour, je m'affermis dans la conviction qu'il faut la paix en Algérie, que, dans le monde moderne, il n'est de vraie domination qu'intellectuelle et économique et que celle-là, nous pouvons encore la conserver, à condition d'agir très vite. » J'ajoutais, *expressis verbis*, six ou sept semaines avant le 13 Mai, du haut de mes seize ans : « J'espère ardemment en un retour du général de Gaulle qui a l'autorité nécessaire aux vraies concessions et au muselage d'une certaine droite fasciste dont l'essor est inquiétant. »

Durant les semaines qui suivirent, la situation se durcit. Le 16 avril, j'observai : « Félix Gaillard disparaît dans la trappe d'une droite imbécile. “Doué”, certes, il est apparu, mais prudent, louvoyant (qui donc a parlé de l'impétuosité de la jeunesse ?), ferme encore en paroles, et brillant, mais entraîné au trot des événements cahotants ou de certains extrémistes sur lesquels il n'a pas su un instant poser la poigne de sa détermination. Ne peut-on donc dénicher un député de gauche qui ne se retrouve pas ministre de droite, qui voie qu'il peut exister au Palais-Bourbon une majorité pour une politique intelligente, à long terme, en Afrique du Nord ? Guy Mollet prendra la figure, aux yeux de l'Histoire, du grand coupable de cette période. »

De Gaulle... Mon grand-père était mort en avril de l'année précédente, ne conservant plus d'espoir dans un redressement possible de la Quatrième. Il avait pu, peu auparavant, en janvier 1956, juste avant les élections législatives qui aboutirent à l'arrivée au pouvoir de Guy Mollet aux dépens de « PMF », écrire au Général : « Ma vie n'est plus que de méditation, morose, hélas ! devant les affaires publiques. Depuis notre entretien du printemps, la dépravation des pratiques parlementaires s'est accrue encore. Je m'alarme de voir l'homme du 18 Juin à l'écart d'une œuvre de redressement que la France ne peut plus attendre sans péril de

mort. Jamais plus qu'en ce jour mes vœux n'ont imploré santé et bonheur pour vous et inséparablement pour la France... » Un jour que je lui faisais la lecture du *Monde*, comme j'en avais pris l'habitude pour secourir sa vue défaillante, il m'avait montré ce message. Je n'ai pas retrouvé la réponse de De Gaulle, mais sa lettre de l'année suivante, la dernière qui figure dans sa correspondance : « Cher monsieur le président, il n'est pas de souhaits qui m'honorent et me touchent autant que les vôtres. [...] Je sais bien que vous et moi désirons la même chose pour la France, du même cœur... »

Je mesure quelle pouvait être, sur mon jeune âge, l'influence de cette atmosphère, sous l'effet d'une double fidélité, à la gauche républicaine et à la personne du Général. Comme il se trouva que mon père était parti le 11 mai pour accomplir un voyage d'économistes en URSS (avec François Bloch-Lainé, Raymond Barre et plusieurs autres) et qu'il ne revint que quand tout fut joué, mes réactions aux conséquences du 13 Mai en Algérie et au retour de De Gaulle aux affaires furent laissées, à la maison, libres de son influence immédiate. Sur les réactions au jour le jour, les notes que je prenais me renseignent, sans déformation d'après coup.

« Mercredi 14 mai 1958. Rébellion militaire à Alger. Hier soir, formation d'un Comité de salut public sous le général Massu. Dieu merci ! Pflimlin a été investi, le réflexe de défense républicaine ayant convenablement joué. Et il doit pouvoir lutter contre le fascisme grandissant. Car l'heure est grave, et la rue le ressent. Au Quartier latin où les journaux s'arrachent, l'atmosphère a changé, sans que transpire, semble-t-il, une grande anxiété. Commentaires passionnés au lycée. Réunion étudiante antifasciste à la Sorbonne. L'affluence est nombreuse et *La Marseillaise* est vibrante, mais la foule ne donne guère l'impression d'y croire. Ce jour marque peut-être pourtant le début d'une terrible aventure : d'aucuns évoquent les débuts du franquisme – qui finirait infailliblement dans une victoire du communisme ou une dictature d'extrême droite. Que fera de Gaulle ? Je garde confiance en lui – comme le font aussi, je crois, une grande partie des Français. Mais qu'il prenne garde que le prestige d'un homme peut fondre cent fois plus vite qu'il ne s'est créé. Dans les jours qui

viennent et même contre lui la République devra être par chacun désespérément sauvegardée. »

« Jeudi 15 mai 1958. À 17 heures, cet après-midi, proclamation du général de Gaulle qui se déclare prêt à “assumer les pouvoirs de la République” : ce sont des mots lourds... À Alger, l’insurrection l’acclame. À Paris règne une inquiétude. Nous n’accepterons pas un de Gaulle prisonnier de la droite, qui en vienne à “faire don de sa personne à la France”... Mais je veux croire que je le calomnie et que le général de Gaulle reste semblable à lui-même, non pas tel que le voudraient les Jacques Soustelle et les Michel Debré. *Wait and see* ! Tout cela reste passionnant, qui demeurera dans l’Histoire. J’envie ces hommes qui, en ce moment même, tiennent un conseil des ministres à l’Élysée. Et qui agissent... »

« Mardi 3 juin 1958. La crise française vient de se dénouer, au moins provisoirement, au prix d’un immense pari. De Gaulle est dictateur pour six mois ; jamais peut-être la France n’a tant joué sur la probité d’un homme. Le risque est si grand – fou s’il s’agissait de tout autre que de De Gaulle – que l’on comprend le déchirement des gauches républicaines. Je me suis demandé violemment si, député, j’aurais voté la levée de toutes les assurances démocratiques dans l’espoir que ce soit pour une rénovation de cette démocratie elle-même. Je crois qu’enfin j’aurais dit oui. Certes, il s’agissait bien d’un “chantage odieux”, comme l’a dit Claude Bourdet, et on ne peut trop déplorer la manière de ce retour, mais ce n’est pas bafouer des principes supérieurs que d’accepter, avec une limitation dans le temps, une délégation des pouvoirs à un homme qui est parmi les plus grands. C’est la manière romaine, et Rome a-t-elle jamais eu un pareil Cincinnatus ? Quelques pages des *Mémoires de guerre* relues hier m’ont persuadé que de Gaulle a été la France, une France habile par son intransigeance même, et qui avait la flamme des plus grands jours. Il fallait tenter de connaître à nouveau cette France-là. Hors quoi rien ne dispense chaque Français, dans les jours et les semaines qui viennent, de la plus stricte vigilance. Ce que le mot peut avoir chez l’individu de ridiculement impuissant doit créer, mille, dix mille et cent mille fois multiplié, le grand rempart où

se brisera ce fascisme, ramifié lentement dans l'ombre et maintenant si puissant, une fois découvert. Je suis membre d'un comité antifasciste de Louis-le-Grand. Son mérite, son action est d'exister, de pouvoir au besoin se bouger. Là comme ailleurs s'agitent les communistes. Là comme ailleurs, le malaise que crée leur hypocrisie ne doit rien paralyser.

« Qu'ont donc été ces trois semaines où l'Histoire s'est écrite sous nos yeux ? Elle se chargera d'en retracer les péripéties. Mais je veux noter l'indifférence apparente de la population. Seul le Quartier latin – bondé d'agents agressifs – montrait une certaine fébrilité, et rien n'était nulle part au diapason de mon excitation qui m'empêchait complètement de travailler. J'aurais voulu être à cette grande manifestation de la Nation à la République, où trois cent mille Parisiens ont crié leur attachement à la démocratie, que mon bon camarade Jean Mettas, qui y était, m'a dit avoir été "unique". Mais j'ai eu scrupule à braver l'interdiction d'une mère inquiète de ma sécurité. » Dans le cercle familial, qui était en cette conjoncture strictement féminin, je me suis fait « le défenseur ardent de la légalité républicaine ». Les principes de liberté qui étaient les nôtres « constituaient un bien précieux dépassant infiniment les hommes médiocres qui les concrétisaient : aucun dégoût de ceux-là ne [devait] être le motif d'annihilation de ces libertés ». Je me jurai, juvénile, de « travailler toute ma vie à les défendre quand elles seraient en péril ».

La notation suivante date du lundi 24 novembre : « Élections terriblement à droite. Succès de l'UNR, sur une équivoque. Elle s'est dite, malgré "Ses" ordres, le gaullisme que cherchait la France et "Il" n'a pas cru devoir démentir. D'où la réussite de ce label dont on sait bien mal ce qu'il recouvre. PMF est écrasé. Il n'y aura personne à gauche. Aveuglement. Et pourtant la République est le moins mauvais des régimes... »

Moins de deux mois plus tard, mon père fut nommé ministre de l'Industrie dans le premier gouvernement de la Cinquième République, Michel Debré étant Premier ministre. De Gaulle se rappelait l'avoir connu après la Libération. Il avait apprécié son rôle au sein du comité d'experts présidé par Jacques Rueff et dont le rapport avait préparé les décisions économiques qui marquèrent,

avec succès, les débuts du règne. Le Général demanda explicitement à ses ministres – c'était une autre époque – d'occuper leur appartement de fonction afin de signifier qu'on était désormais entré dans le temps d'une permanence du pouvoir exécutif, après les intermittences du régime défunt. Nous émigrâmes donc en famille pour le 101 rue de Grenelle, siège du département dont mon père allait avoir la responsabilité.

En khâgne : une île et le monde

Un choix primordial. – Du droit, entre parenthèses. – Jacques Berès. – Des maîtres, en gratitude. – Composite, cabaliste, papillonne. – Une hypokhâgne chez Blanche-Neige. – Escapade au petit écran. – Guillaume Budé et Clément Rosset. – De l'amitié. – « Quelque chose de fou » : un voyage en Grèce. – David Rockefeller Jr. – Mon père, un portrait. – Notre intimité. – Ma mère, à son côté. – Edgar Faure en pied. – René Capitant. – Une bataille laïque. – Gouverner l'Industrie. – Raymond Barre, un bras droit. – La « semaine des barricades ». – Plastic rue d'Assas. – Michel Debré : un lien se défait. – Le putsch des généraux. – Mes parents en Algérie. – Ils s'échappent. – Le concours, malgré tout.

L'École normale nous fut à tous, nous qui étions élus en son sein par le labeur et par la chance, un lieu de liberté magnifique. Nous débarquâmes dans le « cloître de la rue d'Ulm », comme on disait cent ans plus tôt – si peu cloître, désormais – avec les yeux éblouis d'une taupe sortant de son tunnel. Nous allions y découvrir et y goûter les bonheurs de l'intelligence et du cœur, autorisés désormais à marcher pour un temps à l'aventure – gratuitement. Le privilège en fut grand, et délectable. Je le dirai. Mais c'est le moment antérieur, celui de ce tunnel-là, que j'aspire à célébrer d'abord.

Au fond des choses, tout au fond, il y avait dans nos têtes, quand nous fréquentions la khâgne, le sentiment que notre choix de nous trouver là était libre, purement volontaire, et qu'aucune règle d'État, aucun impératif familial ne nous avaient contraints

à prolonger ainsi le temps du « bahut » au-delà du baccalauréat : ce sésame dont nos camarades, pour la plupart, s'étaient saisis avidement pour sortir des murs qui avaient enserré leur adolescence. À eux, au lieu des blouses grises de nos camarades pensionnaires, le pimpant des demoiselles ; à eux la chance d'en terminer avec ce monde unisexué qu'une tradition absurde et contre-nature imposait aux lycées de cette époque-là (nos enfants ont peine à le croire) ; à eux la fin des contrôles de présence, des bulletins trimestriels, des « pions » en blouse grise et des sonneries aigrettes ; à eux le monde des adultes, multiple et chatoyant.

Nous savions bien, pour notre part, ce que nous perdions en y renonçant provisoirement et à quelle rude discipline nous nous soumettions, au moins pour la durée des années prochaines : deux, trois, quatre peut-être ? N'exagérons pas. Ce n'était plus la caserne humide et sombre d'où mon grand-père, adolescent exilé de sa Franche-Comté et placé en internat, avait, vers 1881 ou 1882, décampé au bout d'un mois, pour rejoindre une faculté de droit à Dijon : il me l'avait raconté dans son grand âge. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas le souvenir d'avoir un seul instant, étant rivé sur ces bancs-là, regretté le choix que j'avais fait.

Celui-ci n'avait pas été déterminé sans quelque zigzag. Au sortir de la classe de philosophie, je m'étais interrogé sur la suite et, comme je marquais à mon père mon désir de jouer un rôle, un jour, dans les affaires publiques, il m'avait expliqué qu'il lui paraissait illogique de faire ce détour (dans son esprit, attaché constamment à une rationalité bien dominée, cet argument était décisif), qu'il vaudrait mieux choisir directement la faculté de droit, puis la Rue Saint-Guillaume. Je m'inscrivis donc en licence de droit. Mais je ne fus pas long à déchanter. Les « travaux dirigés » n'étaient guère stimulants. Le désordre du grand amphithéâtre de la faculté de médecine, à côté de l'Odéon, où les professeurs donnaient leur cours en robe, me parut moins jubilatoire que vulgaire. La verticalité des gradins, destinés à l'observation aisée d'une dissection, se prêtait à tous les chahuts – plus proches de l'esprit des monômes de la Troisième République que des mouvements qui survinrent dix ans plus tard au

Quartier latin. Ces jeunes gens choisissant le droit déployaient un égoïsme bourgeois, sûrs qu'ils étaient, pour la plupart, par héritage, de leur avenir confortable, dans la basoche ou ailleurs.

Même l'autorité de Georges Vedel n'y résista pas toujours et sa misogynie notoire provoqua des remous le jour où il interpella deux jeunes filles qui bavardaient en riant, en haut à droite de l'hémicycle. « Ne m'obligez pas, mesdemoiselles, à citer Valéry : "Les cris aigus des filles chatouillées..." » Propos d'époque. Pour être précis, je me dois d'admettre qu'il ne parla pas du *Cimetière marin* mais de Mallarmé : je ne me crus pas en situation de le corriger par quelque cri de protestation et personne sur les bancs de l'amphithéâtre ne parut s'en apercevoir. Il faut dire que, dans l'intervalle des broncas, Georges Vedel réussissait à me donner le goût, que j'ai conservé, du droit constitutionnel : il commentait à mesure, avec une parfaite clarté, ce qu'on apprenait de la nouvelle Constitution en cours d'installation.

Dès le mois de décembre, ma résolution fut prise de revenir au lycée, en classe préparatoire. Je n'ai pas, pour autant, regretté cette parenthèse en forme de suspens. Tout en me donnant les gants de passer les examens de droit de la première année, je lus encore beaucoup cette année-là, sachant que ce loisir ne me serait pas, d'ici quelque temps, à nouveau proposé. Heureux qui a pu s'assurer ce socle, avant les temps de plus d'intensité.

J'approfondis aussi des amitiés. Au premier rang celle de Jacques Berès. Dès la classe de philosophie, je m'étais lié avec lui. À mes yeux, il avait le prestige de se rattacher au milieu des arts ; sa mère tenait une galerie quai Voltaire, son père – remarié – était un libraire notoire et prospère, dont le commerce était familier à tous les bibliophiles de la place. Il possédait des éditions, Hermann, et publiait de beaux livres. Il nous invita un soir, dans son appartement de la rue du Bac avec Jacques Merleau-Ponty, notre excellent professeur de philosophie à Louis-le-Grand. Dans un couffin dormait un bébé : Pervenche, destinée à devenir une « eurodéputée » socialiste pendant plus de vingt ans.

Jacques donnait parfois l'impression de surjouer la nonchalance au service de son élégance. Sa vêtue était raffinée. Il paraissait détester qu'on le cernât tout entier. Il entretenait

quelque mystère sur ses relations féminines, en un temps où la plupart d'entre nous devons nous contenter encore du rêve parmi nos encriers. Il dépensait beaucoup d'argent par intermittence, généreux. Il avait des curiosités larges, des messages subtils, des attentions qui tranchaient sur quelques relations de garçons sans délicatesse. Je n'ai su que bien plus tard, grâce à des confidences qu'il donna à France Culture, en 2019, dans la série « À voix nue », de quelle angoisse d'abandon, depuis la guerre, avait été marquée son enfance, de quelle frustration il avait souffert en ne parvenant pas à se faire agréer comme philosophe. Sa vie fut pourtant rare, consacrée à la médecine de guerre, qu'il exerça sur tous les théâtres où la fureur des hommes, au long de cinq décennies, a fait couler le sang et martyrisé les corps. S'il disparut un jour de mon univers, ce ne fut pas de mon fait, à peine du sien : à cause d'une passion inassouvie dont j'avais été le témoin – sans y pouvoir mais. Son orgueil ne le supporta pas. Je ne le revis que près de soixante ans plus tard, grâce à France Culture, en éprouvant l'étrange sentiment de renouer une conversation récemment interrompue.

*

En septembre 1959, je retrouvai l'austérité du lycée Louis-le-Grand. J'aimai l'hypokhâgne et la khâgne. Dès que je fus sur ces bancs, je ne doutai pas de l'opportunité de ma décision. Une certitude s'imposait à moi désormais : je me voulais universitaire, assuré que jamais ma liberté d'expression et de refus, quelles que fussent être les échappées que je ferais au-dehors, ne serait soumise à aucune hiérarchie, à aucune dépendance.

Pour l'heure, je ne jurerais pas qu'un peu de narcissisme n'ait pas compté dans les satisfactions que mes camarades et moi nous trouvions à notre travail : le sentiment que nous échappions à la masse des grands nombres, que nous étions différents des autres, sentiment renforcé par l'ardeur de tous ces garçons doués que la province nous avait délégués, au mieux des talents littéraires. Mais je n'ai pas oublié que nos maîtres, afin de nous protéger contre la suffisance, nous avaient étrillés, au début de

l'hypokhâgne, par des notes assez médiocres pour qu'elles nous rappellent, s'il en était besoin, à une saine modestie. Le 3 sur 20 que porta ma première copie en français, attribué par ce petit homme hargneux et si dévoué à sa tâche que nous appelions « le Clebs », fut une claque salutaire pour l'esquisse de ma prétention. Il m'irrita, mais il eut raison.

Une impression qui me saisit d'emblée et ne me quitta pas jusqu'au concours fut essentielle dans ma satisfaction, aussi rudes que fussent les exigences du quotidien : l'intensité de ce que nous pouvions apprendre dans ces murs était hors de pair. Nos professeurs m'ont laissé, pour ces deux années, des souvenirs inégaux, comme il est naturel. Mais j'observe qu'à la différence du temps antérieur, pour lequel beaucoup d'entre ceux qui me formèrent ont disparu de ma mémoire, il n'est aucun de ceux-là dont je ne retrouve sans effort le nom, le visage, la démarche, le regard. Je revois Charles Pieri, en latin et littérature, fin, compréhensif et d'une intelligence subtile et sensible. Je revois Maurice Savin, le philosophe (qui était peintre aussi), élève d'Alain dont il avait édité les *Propos* dans la « Pléiade », jaillissant, toujours mobile, et qui avait la pensée constamment joyeuse. Je revois Marc Santoni, sa belle tête droite enrichie d'une barbe poivre et sel, rare en ces temps-là – celle de Maurras, qui, je crois bien, était son maître –, une lavallière, une élégance naturelle, une langue recherchée, coulante et frappée à la fois, et qui se mouvait avec noblesse parmi les prestiges de la Grèce antique ; il consentait aussi, non sans quelque condescendance, mais très efficacement, à nous initier aux exigences, un peu mécaniques, du thème latin. Je revois les historiens, Marc Bonnefous et Jean Monnier, qui nous donnaient, avec probité, un récit plus linéaire que multitemporel, plus narratif que problématique, mais clair, en somme, de l'Antiquité et de la Révolution. La plupart sont devenus ensuite inspecteurs généraux de l'Éducation nationale.

Il se nouait avec eux, pas toujours dans l'harmonie mais assurément dans la proximité, une relation dont je n'ai jamais retrouvé l'équivalent, plus tard, du côté de la Sorbonne ou de la Rue Saint-Guillaume. Certes, nous ne nous interdisions à leur endroit ni les ironies ni même les brocards, d'autant moins que

nous étions tous avides de n'être pas dépendants ; rien de plus étranger, pour nous, que la révérence. Mais nous voyions que ces maîtres, issus de l'enseignement secondaire, formaient l'élite de ceux qui avaient choisi de renoncer aux prestiges de la recherche et de l'Université. Nous leur en savions gré. Nous comprenions qu'ils aimaient (c'est d'ailleurs pourquoi, dans l'ensemble, ils le faisaient si bien) à structurer nos intelligences et à aiguiser les curiosités de nos esprits avec une capacité d'influence dont nous n'aurions pas pu trouver, ailleurs, l'équivalent. En relisant mes copies de ce temps-là, je suis frappé par l'attention qu'ils y portaient, par la précision de leurs commentaires, par la fécondité de leurs critiques. Au service, en particulier, du meilleur d'une rhétorique.

Au cœur du propos de nos maîtres, on trouvait l'ambition de nous apprendre à apprendre : *Chtema es aei*, comme aimait à le répéter, en citant Thucydide, notre jeune cuistrerie – « un acquis pour toujours ». Il m'est arrivé, depuis lors, d'avoir à choisir des collaborateurs proches : quand ils avaient été assez heureux pour profiter de la marque de la khâgne, il fut rare que je n'aie pas salué et promu la tournure d'esprit, entre rigueur et ductilité, qu'ils avaient acquise de la sorte. Que ces rhéteurs se dégradent en sophistes, cela a pu survenir, dans le cas de quelques-uns, mais la faute n'en était pas à l'enseignement reçu : puisque Socrate y était constamment célébré.

Plus tard, rencontrant les trois passions primordiales repérées par Charles Fourier et définies par lui dans *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire* en 1829, la « composite », la « cabaliste » et la « papillonne », je m'avisai qu'elles étaient assez bien servies et honorées dans ces classes et que le prophète du phalanstère aurait eu plaisir à les saluer pour cela. En ce qui concerne la composite – autrement dit la tendance à s'intéresser à plusieurs choses à la fois et assurant, si possible, un équilibre entre les activités du corps et de l'esprit –, je ne suis pas, pour être franc, sûr de mon fait. Plusieurs de mes camarades, fidèles à l'ironie originelle qui les voyait cagneux, n'ont retrouvé le chemin des stades qu'après le concours, à l'École, grâce au « Ruffin », aimable précepteur de nos gymnastiques. La plupart d'entre nous